



www.indymedia.org

# Une guerre redoutable commence en Colombie

par Liz Atherton (Colombia Peace Association)

Dans la nuit du mercredi 20 février 2002, le président Andres Pastrana a annoncé pour la seconde fois en moins de deux mois la fin du processus de paix établi avec les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC). Mais cette dernière déclaration a semblé sans

appel vu qu'il a autorisé le Général Fernando Tapias, commandant en chef des Forces Armées Colombiennes, à reprendre immédiatement le contrôle de la zone démilitarisée. Le matin suivant cette déclaration si redoutée, des avions militaires ont lâché plus de 200 bombes sur des cibles militaires sur le pourtour de toute la zone démilitarisée.

Les raisons données par le président Pastrana pour rompre ainsi les pourparlers de paix concernaient les attaques menées par le FARC sur les propriétaires de services publics et sur leur prétendue détention du sénateur Jorge Eduardo Gechem Turbay le 19 février.

Plus de 13.000 soldats en provenance de diverses régions du pays ont été mobilisés et expédiés sur la zone. D'après des compte-rendus de l'agence française de presse AFP, "l'armée colombienne a interdit aux journalistes l'accès à la zone jusque là démilitarisée dans le sud du pays le jeudi (21 février)."

Et l'entrée de l'armée dans la zone sera accompagnée de l'entrée des paramilitaires. Déjà des listes de gens à éliminer circulent parmi les populations civiles de la zone et enjoignent à certains de quitter les

lieux s'ils tiennent à leur vie. Une de ces listes contient les noms d'environ 30 personnes, tous accusés de collaboration avec les rebelles. Il ne fait aucun doute que nous sommes sur le point d'assister à un massacre de civils avec l'autorisation du gouvernement.

Aux termes de la nouvelle Loi sur la Défense et la Sécurité Nationale, la zone démilitarisée est classée "théâtre opérationnel" de première importance, à l'intérieur duquel l'armée aura une autonomie totale par rapport au système judiciaire. Elle n'aura de compte à rendre à aucune autorité judiciaire. Au nom de l'"ordre public" elle aura liberté totale d'arrêter, détenir, torturer, kidnapper, violer et



assassiner impunément, sans avoir à en référer à une quelconque autorité.

Les forces de sécurité nationale ont poursuivi leur déchaînement de crimes dans diverses régions du pays, le plus récemment à Sierra Nevada de Santa Marta, Valle del Rio Cimitarra, Choco et Arauca, où *suite page suivante*

## Le gouvernement italien attaque les médias

par IMC Italie

Mercredi matin le 20 février, la police italienne perquisitionna plusieurs centres sociaux italiens : Gabrio à Turin, Cecco Rivolta à Florence, TPO à Bologne et les bureaux du Cobas à Taranto. Tout l'arsenal policier (voitures, fourgonnettes, unités anti-émeutes) fut spécialement appelé par le procureur du district de Gênes.

Andrea Canciani et Anna Canepa donnèrent l'ordre aux policiers de s'emparer du matériel audio et vidéo concernant les manifestations du sommet du G8 de Gênes de l'an passé. Le mandat stipulait (en employant des arguments mineurs afin d'autoriser la police à opérer à leur convenance) que ce matériel a été rassemblé sur le site internet d'Indymedia Italie, pour ensuite être entreposé aux centres sociaux mentionnés ci-dessus, ainsi qu'en d'autres endroits.

Les recherches ont duré plusieurs heures. La police a saisi des ordinateurs, des archives et d'autres matériels utilisés par les activistes italiens pour leurs activités quotidiennes. La cible de la perquisition était le matériel concernant l'infâme descente de police sur le Media Center et l'école Diaz-Perini : dans la nuit suivant la grande

manifestation anti-G8, la police avait attaqué l'immeuble d'où Indymedia opérait, et aussi l'école en face, qui était utilisée comme dortoir pour les manifestants. 61 personnes durent être hospitalisées, dont beaucoup gravement blessées, 32 personnes furent arrêtées.

Le mandat de perquisition mentionnait les quatre lieux de descente comme des « bureaux d'Indymedia ». Indymedia Italie, par contre, affirme ne pas avoir de bureaux et travailler via les milliers de personnes qui s'engagent à produire de l'information gratuite et indépendante en contribuant au site internet.

Toute prise de décision ou coordination de projet d'indymedia Italie se fait sur le net, utilisant des mailing lists et chatrooms ouvertes au public. Le matériel saisi mercredi est donc librement disponible sur le site. De même pour les archives et les nombreuses mailing lists, transcriptions de chat, ou toute autre information d'Indymedia. « Indymedia n'a rien à cacher ».

Indymedia Italie parle d'une « sérieuse attaque à la libre information » et invite tout le monde à les rejoindre à Rome le 16 mars, appelés par Radio Onda Rossa.

### À propos du FARC

Le FARC (Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia) fut créé durant les luttes des campesinos colombiens des années 50 (les campesinos sont des paysan(ne)s qui combattent la violence de leur gouvernement). Le FARC qui a des convictions politiques communiste et marxiste, est vite devenu une force politique importante dans les provinces rurales, puisque les villes étaient dominées par les politiciens et la classe moyenne. Le FARC grossit durant les années '60 et '70 grâce à la vague révolutionnaire qui fit vibrer l'Amérique Latine durant ces années, et maintenant c'est l'une des plus puissantes organisations guerilla du monde entier avec plus de 20 000 combattant(e)s armé(e)s.

## Guerre redoutée en Colombie

*suite de la première page*

les assassinats et massacres ont été accompagnés du déplacement forcé de milliers de paysan(ne)s. L'armée et la police ont profité du nouveau statut concernant la sécurité nationale pour harceler et soumettre à détention arbitraire ceux et celles qui ne déclaraient pas faire confiance au régime néolibéral actuel manipulé par les Etats-Unis, et en particulier les membres du Syndicat Patriotique/Parti Communiste Colombien. Et tandis que le FARC attaque des compagnies de services publics à cause de leurs propriétaires corrompus et des activités des multinationales consacrées à s'approprier les ressources naturelles colombiennes et à appauvrir davantage encore le peuple

colombien, les travailleurs syndiqués qui s'élèvent contre la privatisation des services publics et leur vente à des multinationales étrangères sont menacés, kidnappés et assassinés.

Le FARC a kidnappé et détenu des politiciens éminents pour forcer le gouvernement à tenir ses engagements vis-à-vis des échanges de prisonniers. Lors des discussions concernant le dernier échange important, l'an dernier, entre le FARC et le gouvernement, ce dernier promit de relâcher au moins 50 prisonniers du FARC. A cette occasion, le FARC relâcha plus de 250 prisonniers politiques, tandis que le gouvernement en libérait à peine 11. Où était donc l'engagement du gouvernement

dans le processus de paix?

Certaines des questions à l'ordre du jour des pourparlers de paix présenté par le FARC suite au démantèlement des groupes paramilitaires, ont concerné des changements sociaux et politiques visant à mettre en place une société vraiment démocratique avec une justice sociale pour tous. Cependant, au lieu de consacrer plus d'idées et de ressources à aider les millions de Colombiens et Colombiennes sans emploi ou en sous-emploi, au lieu de consacrer davantage d'argent à l'éducation pour que même les plus déshérité(e)s puissent bénéficier d'un minimum d'éducation, au lieu d'ouvrir l'accès aux soins de santé à tous, ces projets ont été privés d'argent et de ressources. Les contraintes financières et les réformes structurelles du FMI, a-t-on entendu

répéter, ont exigé de limiter les dépenses publiques, de réduire les droits des travailleurs et les protections environnementales et d'ouvrir le marché à davantage de multinationales. Et pourtant l'argent est toujours disponible quand il s'agissait de fumigations au lieu d'alternatives de développement, de l'expansion d'une "sécurité nationale" tentaculaire, d'accroître encore l'appauvrissement et l'asservissement à l'agenda néolibéral, de financer l'assassinat de gens et celui de la liberté. Il y a toujours assez d'argent pour la guerre.

Chose étrange, cette dernière rupture -et la plus catégorique- du processus de paix a coïncidé avec l'engagement du gouvernement des Etats-Unis à accroître encore leur aide militaire à l'armée colombienne et à permettre que cette aide soit utilisée directement contre les rebelles dans le cadre de leur "guerre au terrorisme".

C'était en fait une guerre planifiée, conçue à Washington. Ses grandes lignes étaient celles du Plan Colombie. Le processus de paix était voué à l'échec, parce qu'il y avait à la Maison Blanche des pouvoirs sur lesquels nous n'avons aucune influence et qui sont sourds à nos appels. Et ces pouvoirs entendaient bien faire échouer toute tentative de paix.

Le seul espoir possible repose maintenant sur la communauté internationale, mais parler de communauté internationale c'est parler de gouvernements. Les gouvernements se protègent les uns les autres. Le seul moyen d'avoir ici une quelconque influence, c'est de finalement leur ouvrir les yeux sur le rôle majeur que jouent et ont joué les Etats-Unis et l'état colombien dans la terreur et la violence qui tue et déplace des milliers de Colombiens et Colombiennes chaque année.

Il devient chaque jour plus difficile de nier les responsabilités énormes des Etats-Unis et du gouvernement colombien.

## Communautés attaquées pour «invasion de territoire»

*par IMC Afrique du Sud*

Cape Town, Afrique du Sud - Après plusieurs années de lutte, les habitants sans terre de Valhalla Park à Cape Town ont été accusés d'« invasion de territoire » par le conseil municipal de Cape Town.

Les habitants sans terre, représentés par l'United Civic Front (UCF), ont précédemment négocié un accord avec le conseil municipal pour obtenir un espace d'habitation et pour d'autres services publics. Un an plus tard, la ville n'a pas respecté l'accord et la communauté a pris l'initiative de construire leurs propres logements.

La communauté a également mis en place un système de renvoi des refus communaux, une source d'eau et un système médical. Ces initiatives ont précipité les accusations d'« invasion de territoire » par le conseil qui a

menacé la communauté d'expulsions, de destructions d'habitats et d'emprisonnement. En retour, la communauté est allée devant la justice et a eu gain de cause en postposant les actions de la ville : durant les dernières



«Monsieur le juge, avez-vous une chambre de libre dans votre manoir?»

années, ils sont passés devant la cour plus de 5 fois en attendant que leur avenir se décide.

Les décisions précédentes de la Cour ont statué que l'éviction de force est illégale, ce, à cause du manque de preuves et de documents présentés par le conseil dans cette affaire. Une nouvelle décision de la Cour est attendue dans un avenir proche.

Malgré les succès légaux de la communauté, ils ont été forcés de se mobiliser pendant des années pour leurs droits les plus simples. L'UCF maintient que si le conseil avait utilisé le quart de ces efforts à fournir les différents services, les habitants n'auraient pas autant souffert du manque de logements et de services élémentaires comme des points d'eau.

La persévérance de l'UCF et de la communauté a renforcé les liens du groupe avec les autres mouvements de sans-terre à travers la province, comme le Western Cape Anti-Eviction Campaign.

D'autres communautés ont déjà entamé des plans imitant l'UCF de Valhalla Park et ils ont lancé leurs propres petites villes.

L'Independent Media Center (IMC) est un collectif rassemblant des média indépendants et des centaines de journalistes afin d'offrir une couverture mondiale des événements et des questions d'actualité vécus à la base et non au niveau des grandes entreprises. L'IMC a pris naissance en automne 1999, durant les manifestations anti-OMC de Seattle et n'a pas cessé depuis de se déployer pour devenir un réseau global

comprenant cinquante centres régionaux. N'importe qui peut afficher des textes, des photos, des documents audio et vidéo sur la plupart des sites IMC. «Chaque lecteur est un reporter». Visitez [www.indymedia.org](http://www.indymedia.org) pour en apprendre plus sur comment participer. Ce document ne contient qu'une petite fraction du contenu apparu sur les sites IMC au cours de la semaine dernière. Les articles mentionnés ici ont été recueillis et

révisés par l'équipe d'impression d'IMC, qui ne prétend pas représenter l'ensemble du réseau IMC. Pour tous commentaires et questions, ou si vous voulez vous joindre à nous, visitez [print.indymedia.org](http://print.indymedia.org), ou écrivez nous à [print@lists.indymedia.org](mailto:print@lists.indymedia.org).

**Ce qui précède peut être reproduit, à condition d'inclure a) le nom de l'auteur, b) l'Independent Media Center » comme source, et c) l'URL <http://www.indymedia.org>.**

À propos  
d'Indymedia

[www.indymedia.org](http://www.indymedia.org)